

Art. 16. Aan artikel 16 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "en Studieleningen" afgeschaft;

2° in het derde lid worden de woorden "en -leningen" afgeschaft;

3° in het achtste lid worden de woorden "en studieleningen" afgeschaft.

Art. 17. In het opschrift van hoofdstuk IV, worden de woorden "en studieleningen" afgeschaft.

Art. 18. Aan artikel 17, eerste lid, eerste zin van hetzelfde decreet, worden de woorden "en studieleningen" afgeschaft.

Art. 19. Aan artikel 18 van hetzelfde decreet, worden de woorden "en studieleningen" afgeschaft.

Art. 20. Aan artikel 19 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "en studieleningen" en de woorden "en studieleningen" afgeschaft;

2° in het derde lid, worden de woorden "en studieleningen" afgeschaft.

Art. 21. Aan artikel 20 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 2°, wordt opgeheven;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 22. In het opschrift van hoofdstuk VI, worden de woorden "en studieleningen" afgeschaft.

Art. 23. Aan artikel 21 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, worden de woorden "en Studieleningen" twee keer afgeschaft;

2° in paragraaf 2, 1°, worden de woorden "en -leningen" afgeschaft.

Art. 24. Aan artikel 22, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "of studieleningen" afgeschaft.

Art. 25. Aan artikel 2°, van hetzelfde decreet, worden de woorden "en studieleningen" afgeschaft.

Art. 26. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2003.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gedaan te Brussel, 8 mei 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F DUPUIS

De Minister van Kunsten, Letteren en Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2002 - 2003*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 393-1. — Verslag, nr. 393-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 6 mei 2003.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2345

[C - 2003/27411]

15 MAI 2003. — Décret modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, modifié par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le 4°, c, est abrogé.

Art. 2. L'alinéa 2 de l'article 4 du même décret, modifié par le décret du 11 mars 1999, est remplacé par le texte suivant :

« S'il apparaît que, pour la réalisation du projet, plusieurs permis sont requis, le système d'évaluation des incidences est mis en œuvre une seule fois et l'évaluation porte sur l'ensemble des incidences sur l'environnement que le projet est susceptible d'avoir. »

Art. 3. A l'article 8 du même décret, modifié par le décret du 11 mars 1999 et le décret du 4 juillet 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1. Le § 2 est remplacé par le texte suivant :

« § 2. Le Gouvernement arrête la liste des projets, qui, en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur localisation, sont soumis à étude d'incidences sur l'environnement.

Lorsqu'il détermine les projets soumis à étude d'incidences, le Gouvernement tient compte des critères de sélection pertinents visés à l'annexe du présent décret. »

2. Le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant :

« § 3. Sont soumises à notice d'évaluation des incidences sur l'environnement :

1° les demandes de permis relatives à des projets non visés au § 2;

2° les demandes visées au § 2 qui répondent aux conditions visées au § 4, alinéa 1^{er};

3° les demandes de permis relatives à des projets visés au § 2 et qui répondent aux conditions visées à l'article 26, § 4, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. »

3. Le § 4 est remplacé par le texte suivant :

« § 4. Lorsque la demande de permis répond aux prescriptions d'un plan d'aménagement ayant fait l'objet d'une étude d'incidences conformément aux articles 42 ou 50 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet du dossier de la demande la dispense de la réalisation d'une étude d'incidences soumise au présent décret pour autant que l'étude d'incidences préalable à l'adoption du plan comporte l'ensemble des informations qui seraient exigées pour l'étude d'incidences relative à la demande.

Lorsque les conditions de l'alinéa 1^{er} ne sont pas remplies, l'étude d'incidences relative à la demande de permis peut être fondée notamment sur les renseignements utiles obtenus lors de l'étude ou des études d'incidences ou du rapport d'incidences environnementales effectués précédemment à l'occasion de l'adoption d'un plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, du schéma de développement de l'espace régional ou d'un schéma de structure communal. »

Art. 4. Un article 9*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 9*bis*. Lorsqu'une demande de permis fait l'objet d'une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet du dossier de la demande examine à cette occasion, au vu notamment de la notice et en tenant compte des critères de sélection pertinents visés à l'annexe du présent décret, si le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Si elle constate que tel est le cas, elle en informe le demandeur en même temps qu'elle lui communique que le dossier est complet.

Elle en informe simultanément le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable en mentionnant que le dossier de demande de permis est à sa disposition et qu'à défaut d'avoir envoyé par lettre recommandée à la poste ou remis contre récépissé son avis dans les trente jours de la réception de l'information précitée, celui-ci est réputé favorable. »

Art. 5. L'alinéa 3 de l'article 10 du même décret, modifié par le décret du 11 mars 1999, est remplacé par le texte suivant :

« L'auteur du projet choisit une personne agréée en vertu de l'article 11 pour réaliser l'étude et notifie immédiatement son choix, par pli recommandé à la poste, au Gouvernement ainsi qu'aux personnes désignées par ce dernier. A défaut de récusation en application de l'article 11, alinéa 2, envoyée à l'auteur de projet par pli recommandé dans les quinze jours de la notification précitée, le choix de l'auteur est réputé approuvé. »

Art. 6. A l'article 11, alinéa 1^{er}, in fine, du même décret, modifié par le décret du 11 mars 1999, les mots « dans le cas d'une étude d'incidences relative à un plan d'aménagement » sont remplacés par les mots « lorsque l'étude d'incidences de qualité manifestement médiocre est relative à un plan d'aménagement ou un projet d'aménagement du territoire, d'urbanisme ou d'infrastructure ».

Art. 7. L'article 13 du même décret, modifié par le décret du 11 mars 1999, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 13. - Le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable ou son délégué ainsi que, en cas d'étude d'incidences relative à un plan d'aménagement ou un projet d'aménagement du territoire, d'urbanisme ou d'infrastructure, la Commission consultative communale d'aménagement du territoire ou à défaut la Commission régionale d'aménagement du territoire ont le droit d'obtenir toute information qu'ils sollicitent sur la demande de permis et sur le déroulement de l'étude d'incidences, auprès des autorités publiques concernées, du demandeur et de la personne qui réalise l'étude. Ils peuvent adresser au Gouvernement et à l'autorité compétente toutes observations ou suggestions utiles concernant l'étude d'incidences. »

Art. 8. Un article 13*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 13*bis*. - Le projet, objet de la demande de permis, peut comporter des modifications par rapport au projet qui a fait l'objet de l'étude d'incidences lorsque ces modifications trouvent leur fondement dans des suggestions faites par l'auteur de cette étude. Lorsque, nonobstant les suggestions faites par l'auteur de l'étude d'incidences, le demandeur de permis n'entend pas modifier son projet, il en rend compte de manière motivée dans sa demande. »

Art. 9. L'article 14 du même décret, modifié par le décret du 11 mars 1999 et le décret du 4 juillet 2002, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 14. - § 1^{er}. Les demandes de permis qui font l'objet d'une étude d'incidences sont soumises à une enquête publique.

§ 2. Les demandes de permis qui font l'objet d'une notice d'évaluation des incidences sont soumises à une enquête publique :

1° lorsque l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet du dossier de demande constate, conformément à l'article 9*bis*, que le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement;

2° dans les autres cas, lorsque la législation qui y est applicable l'impose.

§ 3. Les enquêtes publiques visées aux §§ 1^{er} et 2, respectent au minimum les principes suivants :

1° le dossier de demande de permis, le résumé non technique, la notice d'évaluation ou l'étude d'incidences sont rendus publics;

2° la durée de l'enquête publique est de quinze jours pour les projets soumis à notice d'évaluation et de trente jours pour les projets soumis à étude d'incidences;

3° le délai d'enquête publique est suspendu du 16 juillet au 15 août.

Le Gouvernement peut prévoir, pour les projets soumis à évaluation des incidences, des règles d'enquête publique complémentaires aux règles d'enquête publique prévues par d'autres lois, décrets ou arrêtés.

Le Gouvernement peut prévoir des règles suivant lesquelles l'enquête publique est organisée, à défaut pour l'autorité chargée de l'organisation de cette enquête de satisfaire à ses obligations. »

Art. 10. L'article 15 du même décret, modifié par le décret du 11 mars 1999 et le décret du 4 juillet 2002, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 15. Un dossier accessible au public peut être consulté, aux heures ouvrables, à un endroit que l'autorité compétente désigne. Ce dossier comprend la demande de permis, le résumé non technique, la notice d'évaluation ou l'étude d'incidences en original ou copie certifiée conforme par l'auteur, copie des avis et correspondances adressés, en application des articles 9bis, 12 et 13, par les citoyens et les différents services ou organismes concernés. Les correspondances adressées et les avis écrits remis à l'autorité compétente, dans le cadre de l'enquête publique, sont, dès leur réception, insérés par celle-ci, dans le dossier. »

Art. 11. A l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 11 mars 1999 et par le décret du 4 juillet 2002, les mots « Lorsqu'un projet situé en Région wallonne est susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement » sont remplacés par les mots « Lorsque l'autorité chargée d'examiner le caractère complet du dossier de la demande constate qu'un projet situé en Région wallonne est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ».

Art. 12. A l'article 26 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret du 11 mars 1999, le § 4 est remplacé par le texte suivant :

« § 4. Lorsqu'une demande de permis répond aux prescriptions du plan des centres d'enfouissement technique pour un site destiné à accueillir un centre d'enfouissement technique de déchets autres qu'inertes, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet du dossier de la demande la dispense de la réalisation d'une étude d'incidences pour autant que l'étude d'incidences préalable à l'adoption du plan comporte l'ensemble des informations qui seraient exigées pour l'étude d'incidences relative à cette demande.

Lorsque les conditions de l'alinéa 1^{er} ne sont pas remplies, l'étude d'incidences relative à la demande de permis peut être fondée notamment sur les renseignements utiles obtenus lors de l'étude ou des études d'incidences ou du rapport d'incidences environnementales effectués précédemment à l'occasion de l'adoption du plan des centres d'enfouissement technique. »

Art. 13. L'alinéa 3 de l'article 20 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié par le décret du 4 juillet 2002, est remplacé par le texte suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 2, lorsqu'en application de l'article 8, § 4, alinéa 2, du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne ou de l'article 26, § 4, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, une étude d'incidences doit être fournie, le demandeur est tenu de déposer une nouvelle demande accompagnée de l'étude d'incidences. Dans ce cas, l'article 177, alinéa 1^{er} et alinéa 2, 1° et 2°, n'est pas d'application. »

Art. 14. L'article 86 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 2, lorsqu'en application de l'article 8, § 4, alinéa 2, du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne ou de l'article 26, § 4, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, une étude d'incidences doit être fournie, le demandeur est tenu de déposer une nouvelle demande accompagnée de l'étude d'incidences. Dans ce cas, l'article 177, alinéa 1^{er} et alinéa 2, 1° et 2°, n'est pas d'application. »

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 mai 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

Note

(1) *Session 2002-2003*

Documents du Conseil 469 (2002-2003) n^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance publique 30 avril 2003.

Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 2345

[C — 2003/27411]

15. MAI 2003 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird der Punkt 4°, c außer Kraft gesetzt.

Art. 2 - Der Absatz 2 des Artikels 4 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Falls sich herausstellt, dass zur Durchführung des Projekts mehrere Genehmigungen erforderlich sind, wird das System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit ein einziges Mal eingesetzt und die Bewertung bezieht sich auf die gesamten Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt, die das Projekt vorweisen kann.»

Art. 3 - In Artikel 8 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. Der Paragraph 2 wird durch folgenden Text ersetzt:

«§ 2. Die Regierung verabschiedet die Liste der Projekte, die wegen ihrer Art, ihres Umfangs oder ihres Standorts einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen.

Wenn die Regierung die Projekte bestimmt, die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen, berücksichtigt sie die in der Anlage des vorliegenden Dekrets erwähnten relevanten Auswahlkriterien.»

2. Der Paragraph 3 wird durch folgenden Text ersetzt:

«§ 3. Folgende Anträge werden einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit unterzogen:

1° die Genehmigungsanträge bezüglich Projekten, die nicht in Paragraph 2 erwähnt werden;

2° die in Paragraph 2 erwähnten Anträge, die den in Paragraph 4, Absatz 1 erwähnten Bedingungen entsprechen;

3° die Genehmigungsanträge bezüglich in Paragraph 2 erwähnten Projekten, die den in Artikel 26, § 4 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Bedingungen entsprechen.»

3. Der Paragraph 4 wird durch folgenden Text ersetzt:

«§ 4. Wenn der Genehmigungsantrag den Vorschriften eines Raumordnungsplans entspricht, der gemäß den Artikeln 42 und 50 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen wurde, stellt die mit der Beurteilung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde den Antrag von der Durchführung einer dem vorliegenden Dekret unterworfenen Umweltverträglichkeitsprüfung frei, insofern die der Verabschiedung des Plans vorhergehende Umweltverträglichkeitsprüfung die gesamten Informationen enthält, die für eine Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des Antrags erforderlich würden.

Wenn die Bedingungen des Absatzes 1 nicht erfüllt sind, kann die Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des Genehmigungsantrags sich insbesondere auf die zweckmäßigen Auskünfte stützen, die im Laufe der Umweltverträglichkeitsprüfung(en) oder des Umweltverträglichkeitsberichts gesammelt wurden, die/der zuvor anlässlich der Verabschiedung eines Sektorenplans, eines kommunalen Raumordnungsplans, eines Entwicklungsplans des regionalen Raums oder eines kommunalen Strukturschemas durchgeführt wurden.»

Art. 4 - Ein Artikel 9bis mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Dekret eingefügt:

«Art. 9bis - Wenn ein Genehmigungsantrag Gegenstand einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit ist, überprüft die mit der Beurteilung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde zu diesem Anlass insbesondere angesichts der Notiz und unter Berücksichtigung der in der Anlage zum vorliegenden Dekret erwähnten relevanten Auswahlkriterien, ob das Projekt beachtliche Auswirkungen auf die Umwelt haben kann. Wenn sie feststellt, dass dies der Fall ist, setzt sie den Antragsteller gleichzeitig mit der Mitteilung der Vollständigkeit der Akte davon in Kenntnis.

Gleichzeitig informiert sie den "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) mit dem Vermerk, dass die Akte des Genehmigungsantrags ihm zur Verfügung steht und dass der Antrag als günstig angesehen wird, wenn dieser sein Gutachten nicht innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der vorerwähnten Mitteilung bei der Post per Einschreiben aufgegeben oder gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt hat.»

Art. 5 - Der Absatz 3 des Artikels 10 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999, wird durch folgenden Text ersetzt:

«Der Projektautor wählt eine gemäß dem Artikel 11 zugelassene Person, um die Umweltverträglichkeitsprüfung durchzuführen und stellt der Regierung, sowie den von der Letzteren bezeichneten Personen unverzüglich per Einschreiben bei der Post seine Wahl zu. In Ermangelung einer dem Projektautor innerhalb von fünfzehn Tagen ab der vorerwähnten Zustellung per Einschreiben zugesandten Ablehnung gemäß dem Artikel 11, Absatz 2 gilt die Wahl des Autors als genehmigt.»

Art. 6 - In Artikel 11, Absatz 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999 werden in fine die Wörter "im Falle einer Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich eines Raumordnungsplans" durch die Wörter ", wenn sich die Umweltverträglichkeitsprüfung von offensichtlich geringer Qualität auf einen Raumordnungsplan oder ein Raumordnungs-, Städtebau- oder Infrastrukturprojekt bezieht," ersetzt.

Art. 7 - Der Artikel 13 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Art. 13 - Der "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" oder dessen Vertreter, sowie im Falle einer Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich eines Raumordnungsplans oder eines Raumordnungs-, Städtebau- oder Infrastrukturprojekts, der kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung oder mangels dessen

der Regionalausschuss für Raumordnung haben das Recht, jede Auskunft zu erhalten, die sie bei den betroffenen Behörden, dem Antragsteller und der die Umweltverträglichkeitsprüfung durchführenden Person bezüglich des Genehmigungsantrags und des Ablaufs der Umweltverträglichkeitsprüfung fordern. Sie können der Regierung und der zuständigen Behörde jegliche zweckmäßigen Bemerkungen oder Vorschläge bezüglich der Umweltverträglichkeitsprüfung zukommen lassen.»

Art. 8 - Ein Artikel 13*bis* mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Dekret eingefügt:

«Art. 13*bis* - Das den Gegenstand des Genehmigungsantrags bildende Projekt kann Abänderungen im Verhältnis zum Projekt enthalten, das Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung war, wenn diesen Abänderungen Vorschläge des Autors der Umweltverträglichkeitsprüfung zugrunde liegen. Wenn ungeachtet der von dem Umweltverträglichkeitsprüfer vorgebrachten Vorschläge der Antragsteller der Genehmigung nicht beabsichtigt, sein Projekt abzuändern, legt er in seinem Antrag unter Angabe seiner Gründe Rechenschaft darüber ab.»

Art. 9 - Der Artikel 14 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999 und das Dekret vom 4. Juli 2002, wird durch folgenden Text ersetzt:

«Art. 14 - § 1. Die Genehmigungsanträge, die Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung sind, werden einer öffentlichen Untersuchung unterworfen.

§ 2. Die Genehmigungsanträge, die Gegenstand einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit sind, werden einer öffentlichen Untersuchung unterworfen:

1° wenn die mit der Beurteilung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde feststellt, dass gemäß dem Artikel 9*bis* das Projekt beachtliche Auswirkungen auf die Umwelt haben kann;

2° in den anderen Fällen, wenn die darauf anwendbare Gesetzgebung es erfordert.

§ 3. Die in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten öffentlichen Untersuchungen beachten mindestens folgende Grundsätze:

1° die Akte des Genehmigungsantrags, die nichttechnische Zusammenfassung, die Bewertungsnotiz oder die Umweltverträglichkeitsprüfung werden veröffentlicht;

2° die Dauer der öffentlichen Untersuchung beträgt fünfzehn Tage für die einer Bewertungsnotiz unterliegenden Projekte und dreißig Tage für die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegenden Projekte;

3° die Frist der öffentlichen Untersuchung wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

Für die einer Umweltverträglichkeitsbewertung unterliegenden Projekte kann die Regierung Regeln für die öffentliche Untersuchung vorsehen, die die durch andere Gesetze, Dekrete oder Erlasse vorgesehenen Regeln ergänzen.

Die Regierung kann Regeln vorsehen, nach denen die öffentliche Untersuchung organisiert wird, wenn die mit der Organisation dieser Untersuchung beauftragte Behörde ihren Verpflichtungen nicht nachkommt. »

Art. 10 - Der Artikel 15 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999 und das Dekret vom 4. Juli 2002 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Art. 15 - Eine der Öffentlichkeit zugängliche Akte kann zu den Öffnungszeiten an einem von der zuständigen Behörde bestimmten Ort eingesehen werden. Diese Akte enthält den Genehmigungsantrag, die nichttechnische Zusammenfassung, die originale oder von dem Autor als gleichlautend genehmigte Bewertungsnotiz oder Umweltverträglichkeitsprüfung, eine Abschrift der Gutachten und der in Anwendung der Artikel 9*bis*, 12 und 13 von den Bürgern und verschiedenen betroffenen Dienststellen oder Einrichtungen eingesandten Schreiben. Die im Rahmen der öffentlichen Untersuchung eingesandten Schreiben und der zuständigen Behörde übergebenen schriftlichen Gutachten werden ab deren Erhalt von der Letzteren in die Akte eingefügt.»

Art. 11 - In Artikel 16, § 1, Absatz 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999 und das Dekret vom 4. Juli 2002, werden die Wörter "Wenn ein sich in der Wallonischen Region befindendes Projekt Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte" durch die Wörter "Wenn die mit der Überprüfung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde feststellt, dass ein sich in der Wallonischen Region befindendes Projekt beachtliche Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte" ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 26 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999, wird der Paragraph 4 durch folgenden Text ersetzt:

«§ 4. Wenn ein Genehmigungsantrag den Vorschriften des Plans der technischen Vergrabungszentren für einen zur Ansiedlung eines technischen Vergrabungszentrum für nicht inerte Abfälle bestimmten Standort entspricht, stellt die mit der Beurteilung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde den Antrag von der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung frei, insofern die der Verabschiedung des Plans vorhergehende Umweltverträglichkeitsprüfung die gesamten Informationen enthält, die für eine Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des Antrags erforderlich würden.

Wenn die Bedingungen des Absatzes 1 nicht erfüllt sind, kann die Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des Genehmigungsantrags sich insbesondere auf die zweckmäßigen Auskünfte stützen, die im Laufe der Umweltverträglichkeitsprüfung(en) oder des Umweltverträglichkeitsberichts gesammelt wurden, die/der zuvor anlässlich der Verabschiedung des Plans der technischen Vergrabungszentren durchgeführt wurden.»

Art. 13 - Der Absatz 3 des Artikels 20 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, abgeändert durch das Dekret vom 4. Juli 2002, wird durch folgenden Text ersetzt:

«In Abweichung von Absatz 2 ist der Antragsteller verpflichtet, einen neuen Antrag unter Beifügung der Umweltverträglichkeitsprüfung einzureichen, wenn in Anwendung des Artikels 8, § 4, Absatz 2 des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region oder des Artikels 26, § 4 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle eine Umweltverträglichkeitsprüfung vorgelegt werden muss. In diesem Fall ist der Artikel 177, Absatz 1 und Absatz 2, 1° und 2° nicht anwendbar.»

Art. 14 - Der Artikel 86 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«In Abweichung von Absatz 2 ist der Antragsteller verpflichtet, einen neuen Antrag unter Beifügung der Umweltverträglichkeitsprüfung einzureichen, wenn in Anwendung des Artikels 8, § 4, Absatz 2 des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region oder des Artikels 26, § 4 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle eine Umweltverträglichkeitsprüfung vorgelegt werden muss. In diesem Fall ist der Artikel 177, Absatz 1 und Absatz 2, 1° und 2° nicht anwendbar.»

Art. 15 - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.
Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 15. Mai 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET,

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—
Fußnoten

(1) *Sitzungsperiode 2002-2003.*

Dokumente des Rates 469 (2002-2003) Nrn. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 30. April 2003.

Diskussion – Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 2345

[C – 2003/27411]

15 MEI 2003. — **Decreet houdende wijziging van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt punt 4°, c, opgeheven.

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Als voor de uitvoering van het project verschillende vergunningen worden vereist, wordt het effectrapporteringssysteem één keer toegepast en heeft de rapportering betrekking op de gezamenlijke milieueffecten die het project zou kunnen hebben. »

Art. 3. Artikel 8 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 en het decreet van 4 juli 2002, wordt gewijzigd als volgt :

1. Paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De Regering bepaalt de lijst van de projecten die vanwege hun aard, omvang of lokalisatie aan een milieueffectonderzoek onderworpen moeten worden.

Bij de bepaling van de aan een milieueffectonderzoek te onderwerpen projecten, houdt de Regering rekening met de relevante selectiecriteria bedoeld in de bijlage bij dit decreet. »

2. Paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De volgende aanvragen worden onderworpen aan een milieueffectrapportering :

1° de vergunningsaanvragen betreffende projecten die niet vermeld worden in § 2;

2° de in § 2 bedoelde aanvragen die voldoen aan de voorwaarden vermeld in § 4, eerste lid;

3° de vergunningsaanvragen betreffende projecten die vermeld worden in § 2 en die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 26, § 4, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

3. Paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. Als de vergunningsaanvraag voldoet aan de voorschriften van een plan van aanleg dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een effectonderzoek overeenkomstig de artikelen 42 of 50 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, eist de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, geen effectonderzoek overeenkomstig dit decreet voorzover het effectonderzoek voorafgaand aan de goedkeuring van het plan de vereiste gegevens bevat. Als niet voldaan wordt aan de voorwaarden van het eerste lid, kan het effectonderzoek betreffende de vergunningsaanvraag uitgaan van de nuttige gegevens die ingezameld werden bij het (de)

effectonderzoek(en) of de effectrapportering uitgevoerd vóór de goedkeuring van een plan van aanleg, een gemeentelijk plan van aanleg, een gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan of een gemeentelijk structuurplan. »

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt een artikel *9bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *9bis*. Als een vergunningsaanvraag het voorwerp uitmaakt van een milieueffectrapportering, onderzoekt de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, op grond van die rapportering en rekening houdende met de relevante selectiecriteria bedoeld in de bijlage bij dit decreet of het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben. Als ze vaststelt dat zulks het geval is, geeft ze de aanvrager kennis daarvan wanneer ze hem meedeelt dat het dossier volledig is.

Tegelijkertijd geeft ze de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » kennis daarvan en laat ze hem weten dat hij inzage kan nemen van het aanvraagdossier en dat zijn advies als gunstig wordt beschouwd als het niet binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving bij ter post aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs toegezonden wordt. »

Art. 5. In artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« De projectontwikkelaar kiest een krachtens artikel 11 erkende persoon om het onderzoek uit te voeren en geeft de Regering en de door haar aangewezen personen onmiddellijk kennis van zijn keuze bij ter post aangetekend schrijven. Als de projectontwikkelaar de wraking waarin artikel 11, tweede lid, voorziet niet bij aangetekend schrijven ontvangt binnen vijftien dagen na bovenbedoelde kennisgeving, wordt zijn keuze gunstig geacht te zijn. »

Art. 6. In artikel 11, eerste lid, in fine, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 worden de woorden « in het geval van een effectonderzoek betreffende een plan van aanleg » vervangen door de woorden « als het effectonderzoek dat kwalitatief duidelijk te wensen overlaat, betrekking heeft op een plan van aanleg of een project van ruimtelijke ordening, stedenbouw of infrastructuur. »

Art. 7. Artikel 13 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999, wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. De "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" of zijn afgevaardigde alsmede, in het geval van een effectonderzoek betreffende een plan van aanleg of een project van ruimtelijke ordening, stedenbouw of infrastructuur, de Gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening of de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening hebben het recht de betrokken openbare overheden, de aanvrager en de persoon die het onderzoek uitvoert om elk gegeven te verzoeken i.v.m. de vergunningsaanvraag en het verloop van het effectonderzoek. Zij mogen de Regering en de bevoegde overheid alle nuttige opmerkingen en suggesties i.v.m. het effectonderzoek overmaken. »

Art. 8. In hetzelfde decreet wordt een artikel *13bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *13bis*. Het project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van de vergunningsaanvraag, kan wijzigingen bevatten t.o.v. het project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van het effectonderzoek als de wijzigingen gegrond zijn op suggesties van de auteur van het onderzoek. Als de vergunningaanvrager ondanks de suggesties van de auteur van het effectonderzoek weigert wijzigingen aan te brengen in zijn project, motiveert hij zijn standpunt in zijn aanvraag. »

Art. 9. Artikel 14 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 en het decreet van 4 juli 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. § 1. De vergunningsaanvragen waarvoor een effectonderzoek wordt geëist, worden aan een openbaar onderzoek onderworpen.

§ 2. De vergunningsaanvragen waarvoor een milieueffectrapportering wordt geëist, worden aan een openbaar onderzoek onderworpen :

1° als de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, overeenkomstig artikel *9bis* vaststelt dat het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben;

2° in de andere gevallen, als de desbetreffende wetgeving het oplegt.

§ 3. Bij het uitvoeren van de openbare onderzoeken bedoeld in de §§ 1 en 2 worden hoe dan ook de volgende principes in acht genomen :

1° het dossier van de vergunningsaanvraag, de niet-technische samenvatting, de milieueffectrapportering of het effectonderzoek wordt openbaar gemaakt;

2° het openbaar onderzoek duurt vijftien dagen voor projecten onderworpen aan een effectrapportering en dertig dagen voor projecten onderworpen aan een effectonderzoek;

3° het openbaar onderzoek wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus.

Voor de aan een effectonderzoek onderworpen projecten kan de Regering, naast de bij andere wetten, decreten of besluiten bepaalde regels betreffende een openbaar onderzoek, bijkomende regels opleggen.

De Regering kan regels voor de organisatie van het openbaar onderzoek opleggen als de overheid die voor de organisatie instaat, haar verplichtingen niet nakomt. »

Art. 10. Artikel 15 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 en het decreet van 4 juli 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 15. De bevolking kan tijdens de openingsuren inzage nemen van een dossier op een plaats die de bevoegde overheid bepaalt. Dat dossier bevat de vergunningsaanvraag, de niet-technische samenvatting, de milieueffectrapportering of het effectonderzoek in origineel of een door de auteur voor eensluidend verklaard afschrift ervan, een afschrift van de adviezen en briefwisseling die overeenkomstig de artikelen *9bis*, 12 en 13 door de burgers en de verschillende betrokken diensten of instellingen toegezonden worden. De overheid voegt de briefwisseling en de geschreven adviezen die ze in het kader van het openbaar onderzoek ontvangt, bij het dossier. »

Art. 11. In artikel 16, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 en het decreet van 4 juli 2002, worden de woorden « Als van een in het Waalse Gewest te verwezenlijken project wordt vermoed dat het schadelijk kan zijn voor het milieu » vervangen door de woorden « Als de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, vaststelt dat het in het Waalse Gewest uit te voeren project aanzienlijke milieueffecten kan hebben ».

Art. 12. In artikel 26 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999, wordt paragraaf 4 vervangen als volgt :

« § 4. Als een vergunningsaanvraag voldoet aan de voorschriften van het programma betreffende de centra voor technische ondergraving in het geval van een site waar een centrum voor technische ondergraving van niet-inerte afvalstoffen zal worden aangelegd, verzoekt de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, om de vrijstelling van de uitvoering van een effectonderzoek voorzover het effectonderzoek voorafgaand aan de goedkeuring van het plan alle gegevens bevat die vereist zouden worden voor het effectonderzoek betreffende die aanvraag.

Als niet voldaan wordt aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, kan het effectonderzoek betreffende de vergunningsaanvraag met name uitgaan van de nuttige gegevens ingezameld bij het (de) effectonderzoek(en) of de milieueffectrapportering die vroeger uitgevoerd werden bij het aannemen van het plan van de centra voor technische ondergraving. »

Art. 13. In artikel 20 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, gewijzigd bij het decreet van 4 juli 2002, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« In afwijking van het tweede lid, moet de aanvrager samen met het effectonderzoek een nieuwe aanvraag indienen als een effectonderzoek wordt vereist overeenkomstig artikel 8, § 4, tweede lid, van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest of artikel 26, § 4, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen. In dat geval is artikel 177, eerste en tweede lid, 1° en 2°, niet van toepassing. »

Art. 14. Artikel 86 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« In afwijking van het tweede lid moet de aanvrager samen met het effectonderzoek een nieuwe aanvraag indienen als een effectonderzoek wordt vereist overeenkomstig artikel 8, § 4, tweede lid, van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest of artikel 26, § 4, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen. In dat geval is artikel 177, eerste en tweede lid, 1° en 2°, niet van toepassing. »

Art. 15. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 mei 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE
Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

Nota's

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad 469 (2002-2003) nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2003.

Bespreking. – Stemming.